

LES ENJEUX ENERGETIQUES**PANORAMA GENERAL ET SECTEUR DU BATIMENT****20 mars 2007 -15'****I - CONTEXTE GENERAL****Le changement climatique**

Selon le dernier rapport du GIEC du 2 février 2007,

- **Températures : + 3 degrés en moyenne à la fin du siècle : 1,8 à 4 degrés supplémentaires,**
- **Niveau des océans : il pourrait lui s'élever à la fin du siècle de 19 cm à 58 cm**
- **Une responsabilité humaine quasi certaine : le Giec juge "très probable" - plus de 90% de chances contre 60% en 2001 - que les gaz à effet de serre émis par les activités humaines sont responsables de l'essentiel du réchauffement observé depuis le milieu du 20ème siècle.**
- **Que faire ? De telles conclusions signifient qu'il faut viser un objectif de stabilisation à long terme de concentration du CO2 bien en dessous de 550ppm, pour ne pas dépasser les 2 degrés fatidiques au-delà desquels les conséquences risquent d'être catastrophiques. Et donc réduire très fortement les émissions.**
- **Et la France ? Elle a réduit de 1,8% ses émissions de gaz à effet de serre en 2005 par rapport à 1990. En 2004, la réduction des émissions françaises de GES avait atteint 0,5%. Mais des efforts considérables seront nécessaires pour atteindre le facteur 4.**

→ adaptation nécessaire au changement climatique :

- La lutte contre l'aggravation de l'effet de serre
 - L'indépendance énergétique nationale et la sécurité d'approvisionnement
 - **Pour cela, la France a mis en place**
 - la Stratégie nationale de développement durable(juin 2003)
 - le Plan climat (juillet 2004, révisé en 2006)
 - la Loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique (juillet 2005)
- objectif : division par 4 des émissions de GES à l'horizon 2050**
- nécessaire d'agir à tous les niveaux : acteurs, secteurs, avec tous les moyens**

II - LE SECTEUR DU BATIMENT : UN SECTEUR RESPONSABLE

Double sens au mot responsable :

- Responsable d'une partie du problème :
 - + gros secteur émetteur de GES avec les transports:
 - représente 18% des émissions nationales de GES
 - a augmenté de 15 à 16% depuis 1990
- Responsable (au sens noble) car conscient de sa contribution, de ses potentialités d'évolutions, et acteur d'une évolution, voire une révolution, pour passer du stade énergétivore au statut de secteur modèle : **le secteur se doit de réussir sa reconversion, pour concrétiser l'objectif stratégique 2050, le facteur 4.**

Ce challenge est réalisable car :

- Les bâtiments peuvent utiliser différentes sources d'énergie, les combiner, les substituer en cours de vie
- leurs travaux de réhabilitation sont programmables sur plusieurs années et renforcent la valeur du bien immobilier
- la hausse du coût des énergies améliore leur rentabilité
- les comportements de leurs occupants sont relativement constants et évoluent sur des cycles longs, sans rupture brutale

1 / CHIFFRES CLES :

31 millions de logements (25 millions en résidences principales) dont

19 millions avant 1975 (61%)

7 millions [1976-1990] (23%)

5 millions depuis 1990 (15%)

Taux de renouvellement du parc : 1%/an ; d'où entre 30 et 40% de parc <1975 en 2050

Investissement des ménages dans les travaux de maîtrise de l'énergie (enquête SOFRES) : des chiffres pour l'instant quasi stable (dernière enquête 2006 sur travaux réalisés en 2005)

12% des ménages chaque année (un investissement tous les 8 ans)

25 €/m² à chaque investissement

C'est-à-dire un « budget » prévisionnel ménage de 125 €/m² d'ici 2050

Aujourd'hui la demande décolle très fort (mais sur des chiffres encore faibles) :

- Marché *2 entre 2005/2006 sur les chauffe-eau solaire
- Marché *2 entre 2005 et 2006 sur les chaudières à condensation
- très forte consommation de rénovation thermique (murs et fenêtres)

Pour parvenir au « facteur 4 » d'ici 2050 : entre 200 et 400 €/m² d'investissements nécessaires selon les logements d'ici 2050

2 / CE QUI SE MET EN PLACE POUR LE SECTEUR :

Pour réussir à atteindre cet objectif du facteur 4 dans le bâtiment, il est nécessaire de mettre en place **une stratégie mobilisant tous les moyens et tous les acteurs en se fixant des objectifs à court, moyen et long terme** :

- **Mobilisation de moyens et d'outils de financement**
- **Accompagnement des acteurs** : formation, sensibilisation, communication
- **Réglementation et incitation** : sera repris par M. LECOMTE.
- **R&D et Innovation** : PREBAT, Fondation Bâtiment – Energie, All

2-1 : OBJECTIFS A COURT TERME

A/ Mobilisation de moyens et outils financiers

- Le crédit d'impôt (de 450 M€ en 2005 à 1 G€ en 2006...)
- Les aides ADEME (entreprises et collectif) :
Aide au diagnostic, plan Bois Energie (15 M€/an qui permettent d'éviter chaque année **1,5 MtCO₂** sur la durée de l'investissement), solaire thermique (5 M€/an)
- Les Certificats d'éco énergie (les aides des fournisseurs d'énergie)
- Le renfort en 2007 du plan chaleur renouvelable (+20 M€/an soit +2 MtCO₂ évitées)
- Le livret développement durable
- Le bonus de COS (texte en préparation pour 2007)
- Prêt de la CDC pour le logement social THPE

B/ Accompagnement des acteurs : formation, communication, sensibilisation

Objectif :

Développer le marché de la performance énergétique et environnementale,
Créer de 60 à 100 000 emplois durables

Un plan de mesures complet :

- Campagne nationale de communication (4,2 M€/an budget ADEME)
- Espaces info Energie (en partenariat avec les collectivités locales)
- Information presse et site Internet

- Actions de formation
- Soutien à la qualification professionnelle (Qualit'EnR, AFPAC...)
- Soutien à la normalisation (norme HQE-MI...)
- Soutien aux démarches contractuelles avec les acheteurs publics

- Centre de ressources qualité énergie-bâtiment : mise en place progressive dans chaque région, en partenariat avec les collectivités locales

- Renforcement des actions avec FFB et CAPEB (cf accords cadre...), les promoteurs, les constructeurs...
 - Soutien aux actions de qualification et certification (généralisation = travail avec Qualibat ou d'autres...)
 - Soutien à de nouvelles actions de formation (généralisation = formation de formateurs et ingénierie pédagogique) : offrir aux jeunes des métiers clés de développement durable

2-2 : OBJECTIFS A MOYEN, LONG TERME

A/ réglementation et incitation

1/ La réglementation énergétique : qu'approfondira A LECOMTE

- Insister sur la dynamique importante (une nouvelle RT tous les 5 ans, a démarré à partir de la RT2000, actuellement **RT2005**, et premiers travaux préparatoires pour la RT2010), la nouveauté de la **RT Rénovation** (à la fois RT globale pour grosses

opérations et réglementation par composants pour toutes les opérations)

- le chantier de **la RT DOM**
- **Les labels :**
HPE (moins 10%), THPE (moins 20%), ENR-HPE et ENR – THPE, et surtout la prochaine sortie du **label "bâtiment basse consommation"** ou label BBC (visant le bâtiment à 50 kWh_{ep}/m²an - diffusion, promotion et évaluation portée par l'association EFFINERGIE (partenariat public – privé, entre le ministère, l'association et les certificateurs).

2/ Aide à la décision : mise en place du DPE

(Diagnostic de performance énergétique = étiquette énergie + recommandations)

- DPE depuis le 1^{er} novembre pour les ventes
- DPE pour les locations à partir de juillet 07

3/ Le nouveau tarif PV (avec ou sans « intégration » au bâti) et ses implications

→ qui seront largement abordées lors du colloque PV dans le cadre de ces rencontres et au cours desquelles sera présentée parallèlement les enjeux de la recherche dans le Bâtiment : le PREBAT

B/ R&D et Innovation

Sera présenté plus en détails par Yves FARGE.

Néanmoins, je rappelle

PREBAT (programme national de recherche et d'expérimentation sur l'énergie dans les bâtiments), lancé en 2005

- plan de financement sur 2005-2008 (4 ans) : 62M€
 - ADEME = 21 M€
 - ANR = 17 M€
 - Oséo Anvar = 12 M€
 - ANAH = 4 M€
 - ANRU = 4 M€
 - Min logement = 4 M€
- objectifs : optimisation de technologies d'excellence énergétique, analyses technico-économiques des acteurs, démonstration de la faisabilité de bâtiments à très basse

conso voire à « énergie positive » (producteur net d'énergie renouvelables)

A noter que ce colloque permet la présentation des résultats d'avancement **de plus d'une centaine de projets** (tribune et posters), couvrant la période 2002 à 2004 (programme Préparer le bâtiment à l'horizon 2010, trois consultations annuelles successives), et session 2005 du PREBAT, projets soutenus et financés par l'ADEME et l'ANR.

Actuellement ouverte une consultation "technologie" (jusqu'au 13 avril 2007)

En préparation, une consultation "socio économie", pour le second semestre 2007

Une présentation de Pierre HERANT permettra également de faire le point sur les consultations "démonstrateurs", lancées par l'ADEME, avec la collaboration du ministère du logement, de l'ANAH, et de l'ANRU, et en partenariat avec EFFINERGIE. A ce jour, trois régions ont d'ores et déjà lancé leur consultation.

FONDATION BATIMENT ENERGIE : créée par Arcelor, Gaz de France, EDF et Lafarge en 2005 avec le soutien de l'ADEME et du CSTB ; Budget 8 M€ sur 5 ans

Durant le colloque, une session (le RDV des acteurs) permettra de présenter et d'échanger sur les Résultats/projets soutenus par la Fondation.

Lancement du 3^{ème} AAP Fondation : thème = méthodologie de programmation de travaux de réhabilitation pour les gestionnaires de grands parcs

CONCLUSION :

Une vision claire et partagée des objectifs à atteindre, une stratégie qui aborde de manière cohérente l'ensemble des dimensions à traiter (technologie, économie, sociologie, formation, ...), une volonté engagée, et qui ne pourra continuer à se concrétiser qu'avec l'adhésion de l'ensemble des acteurs.

Bon colloque à tous